

ÉCONOMIE • ESPACE

« Le spatial est devenu un champ de bataille potentiel et il faut s'y préparer »

Dans un entretien au « Monde », le PDG du CNES, Lionel Suchet, constate une remise en cause possible de la collaboration spatiale entre les Etats-Unis et l'Europe sur nombre de projets depuis l'arrivée de Donald Trump à la présidence américaine avec, à ses côtés, le patron de SpaceX, Elon Musk. Il veut croire dans le modèle européen et sa montée en puissance.

Propos recueillis par Dominique Gallois et Olivier Pinaud

Publié le 21 mars 2025 à 05h30, modifié le 21 mars 2025 à 12h24 • Lecture 5 min.

Article réservé aux abonnés



Lionel Suchet, PDG du CNES, au séminaire d'intégration des nouveaux embauchés, le 4 février 2025, au centre des congrès Pierre-Baudis, à Toulouse. FREDERIC LANCELOT/CNES

Lionel Suchet est, depuis janvier, président-directeur général du Centre national d'études spatiales (CNES) par intérim, après la nomination de Philippe Baptiste comme ministre de l'enseignement supérieur et de la recherche. Une prise de fonctions qui intervient alors que l'espace connaît d'importantes secousses depuis l'élection de Donald Trump et l'influence grandissante d'Elon Musk.

La NASA n'échappe pas à la vague de licenciements lancée par Donald Trump et Elon Musk dans les administrations américaines. Cela a-t-il des conséquences pour la coopération spatiale avec les Etats-Unis ?

L'Europe et les Etats-Unis ont développé ensemble des missions iconiques dans le domaine spatial. Je pense notamment au programme de mesure de la hauteur des mers et océans, lancé il y a plus de trente ans, essentiel pour comprendre le réchauffement climatique. Aujourd'hui, nous n'avons reçu aucun courrier officiel nous annonçant la fin de l'une de nos coopérations. Mais nous constatons un changement d'attitude.

LA SUITE APRÈS CETTE PUBLICITÉ

Du fait de ces nombreux limogeages, comme celui de la directrice scientifique, Katherine Calvin, également vice-présidente du Groupe d'experts intergouvernemental sur l'évolution du climat, nous n'avons plus grand monde en face de nous. [La NASA s'apprête à être dirigée par Jared Isaacman](#), premier astronaute privé à avoir réalisé une sortie dans l'espace en septembre 2024 sur un vaisseau d'Elon Musk. Nous nous interrogeons de plus en plus sur les intentions de la future administration.

Lire aussi | [La NASA licencie la chercheuse sur le climat Katherine Calvin, scientifique en chef de l'agence](#)

La place prise par SpaceX et Starlink, les entreprises d'Elon Musk, n'avait-elle pas déjà changé les règles du jeu ?

Les approches américaine et européenne en matière spatiale étaient différentes sur certains points. Mais les divergences se sont accrues dernièrement. En Europe, notre vision de l'espace repose sur des valeurs de développement raisonnable, en faveur de la connaissance et de la science, au profit des citoyens et des entreprises, pas dans une simple logique de conquête, comme actuellement aux Etats-Unis. Aller planter un drapeau sur Mars puis revenir ne nous intéresse pas. Nous sommes plus motivés par l'analyse des échantillons prélevés sur cette planète par des robots pour la comprendre. Nous n'avons rien contre les initiatives privées, mais a-t-on vraiment besoin d'envoyer des dizaines de milliers de satellites en orbite ?

Lire aussi (2024) | [Les activités spatiales menacent-elles la haute atmosphère ?](#)

Qu'en est-il du programme Artemis de la NASA, qui prévoit un retour de l'homme sur la Lune ?

Ce programme consiste à avoir une station en permanence autour de la Lune, le Gateway, qui aura sa propre activité et accueillera les astronautes. Ce modèle est contesté par Elon Musk. Il considère qu'il n'y a pas besoin d'une telle station et qu'on peut aller se poser directement sur la Lune, tout en rappelant dans la foulée que [la priorité est la conquête de Mars](#). Ce ne sont que des considérations et, à ce jour, je n'ai pas reçu de lettre de la NASA me disant qu'elle arrête Artemis.

Or, la France et l'Agence spatiale européenne [ESA] sont très engagées dans ce programme, par le biais

de Thales Alenia Space et d'Airbus. Les ESM [*European service modules*], c'est-à-dire les blocs moteurs et les supports de la capsule Orion qui ira ravitailler le Gateway, sont fabriqués en Allemagne. De son côté, la NASA a conçu le lanceur Space Launch System [*SLS*] qui servira à mettre en orbite la capsule Orion ; il s'agit d'une fusée géante qui n'est pas fabriquée par la firme d'Elon Musk. S'il n'y a plus de station, il n'y aura plus de capsule Orion, ni d'ESM et encore moins de lanceur SLS. Cela suscite de fortes interrogations.

Artemis a subi de nombreux retards, quand cette mission est-elle prévue ?

La nouvelle date de lancement est mi-2027 Mais, quelle qu'elle soit, la question est de savoir si elle se fera réellement...

Musk veut avancer de trois ans, à fin 2027, la désorbitation de la Station spatiale internationale [ISS]. Que peuvent faire les autres pays pour s'y opposer ?

Rien, car les Etats-Unis ont un rôle majeur. S'ils décident d'arrêter ce programme intergouvernemental, ce ne sont pas les Russes seuls ou les Européens qui pourront la maintenir. Là encore, ces propos sont-ils crédibles ? Nous préparons le vol de Sophie Adenot pour 2026. Elle est à Houston, elle s'entraîne, et nous n'avons eu aucun signe disant que son vol est arrêté. S'il faut stopper la station plus tôt que prévu, quelles seront les conséquences sur les projets privés qui ont été lancés par la NASA autour de l'ISS et de l'orbite basse, parfois avec des concurrents de Musk ? Nous sommes peut-être à la veille d'un bouleversement assez profond des équilibres.

Comment l'Europe peut-elle s'adapter à ce changement ?

Nous devons anticiper tout ce qui peut se passer si la coopération avec les Etats-Unis venait malheureusement à se dégrader, ce que nous ne souhaitons pas. Nous aurions alors des difficultés dans nos deux grandes familles de missions, que sont l'exploration et l'environnement. Mais nous avons aussi des partenariats avec d'autres pays comme le Japon, l'Inde ou le Canada.

L'Europe a-t-elle les moyens de défendre ses valeurs et de répondre, seule, à ses besoins ?

Notre modèle peut vivre. Nous avons des capacités de recherche et un écosystème d'industriels, de la grande entreprise à la start-up, d'une très forte compétence et d'une très grande richesse. Nous avons aussi une réglementation qui donne à nos industriels des droits d'utilisation des fréquences que n'a pas Elon Musk. Nous ne sommes pas largués et nous avons toutes les cartes en main pour répondre à nos besoins. Mais il faudra se bagarrer pour défendre nos valeurs et notre vision de l'espace. Il faut réfléchir à des plans alternatifs et cela demandera si besoin des décisions politiques.

Lire aussi | [Start-up du spatial : Kinéis achève le déploiement de sa constellation, CTO prépare la sienne](#)

Le spatial est un élément très important pour la souveraineté et, donc, pour la défense. En matière technique, l'Europe dispose de toutes les compétences, mais il faut augmenter les budgets en cohérence avec nos ambitions. Je vous rappelle que l'écart avec les Etats-Unis est de 1 à 6. Là où les Européens y consacrent 12 milliards d'euros par an, les Américains dépensent 70 milliards de dollars.

Le commissaire européen chargé de la défense et du spatial, le Lituanien Andrius Kubilius, a déjà annoncé qu'il allait demander un triplement pour le prochain cadre financier pluriannuel de l'Union européenne [2028-2035]. Les temps ont changé, on le voit avec le rôle que joue le réseau de communication par Internet Starlink d'Elon Musk en Ukraine. En quelques années, le spatial est devenu un champ de bataille potentiel et il faut s'y préparer.

Comment ?

Nous avons créé en France le Commandement de l'espace, qui viendra s'installer à Toulouse sur notre campus à la fin de l'année. Il y aura à terme 400 militaires, ce n'est pas rien. Avec le ministère des armées, nous développons un démonstrateur appelé YODA [*Yeux en orbite pour un démonstrateur agile*]. Il s'agit de concevoir des guetteurs de l'espace, des satellites qui se déplacent pour surveiller nos satellites, les protéger et identifier les menaces potentielles. L'étape suivante sera de les protéger d'attaques et de pouvoir riposter si on doit en arriver là. Ce que l'on fait servira aussi au niveau européen

Comment clarifier la gouvernance entre l'Union européenne [UE] et l'ESA qui pèse sur les décisions ?

L'UE monte en puissance dans la défense et le spatial depuis le traité de Lisbonne de 2007. Deux grands programmes sont nés depuis : Galileo, pour le système de guidage, et Copernicus, pour l'observation de la Terre. Un troisième vient d'être lancé, la constellation IRIS², pour les communications haut débit.

Lire aussi (2024) |

[Face à Starlink d'Elon Musk, l'Europe aura sa constellation Iris²](#)

Avant, l'ESA, un groupement de pays ou d'agences, était seule pour développer le spatial européen. Elle a été très performante et a créé des capacités techniques fortes, en faisant faire parfois le même programme par plusieurs pays différents. Mais le monde a évolué. Aujourd'hui, le temps n'est pas à dupliquer les compétences, mais à économiser nos moyens. Le système qui servait à développer le spatial, notamment le « retour géographique » [*une pratique consistant à réaffecter une charge industrielle à chaque Etat équivalente à sa contribution financière*], est devenu source de duplications, et donc, sur certains programmes, contre-productif.

C'est bien que l'UE monte en puissance, il faut qu'elle travaille mieux en collaboration avec l'ESA pour s'appuyer sur des compétences techniques, mais avec ses propres règles de mise en concurrence. Il faut maintenant éviter de réaliser le même programme dans plusieurs pays afin d'être plus efficace.

Lire aussi l'éditorial (2023) : [Europe spatiale : un changement de paradigme essentiel](#)

C'est facile pour la France de le dire, car elle dispose de toutes les compétences...

Effectivement, c'est ce que nous disent les autres partenaires. Mais il faut savoir optimiser nos efforts et arrêter de se chamailler, car la compétition n'est pas intra-européenne. Pendant ce temps, les autres pays, comme les Etats-Unis, la Chine et l'Inde, avancent vite.

Dominique Gallois et Olivier Pinaud

Calculez votre empreinte
carbone et eau avec
l'Ademe

Retrouvez nos derri
hors-séries, livres e
du Monde